



China Institute

Economics - Politics - International Relations

# Les Notes du China Institute

*Visite du président chinois Hu Jintao en France :  
la fin de la discorde sino-française*

Décembre 2010

Le China Institute est un groupe de réflexion français qui se consacre aux questions de civilisation, d'économie, de politique intérieure et de relations internationales liées à la Chine. Son fonctionnement est fondé sur les valeurs d'indépendance, d'équilibre, d'audace et de diversité.

L'objectif du China Institute est de proposer des analyses pertinentes et originales aux décideurs et citoyens et d'être une force de proposition dans l'espace public intellectuel et politique. Le China Institute a également pour ambition de favoriser et renforcer le dialogue entre la Chine et le reste du monde, notamment la France.

Présidé par Éric Anziani, le China Institute est une association loi 1901, indépendante, non gouvernementale et à but non-lucratif.

Les travaux du China Institute sont disponibles en téléchargement libre à l'adresse suivante :

[www.china-institute.org](http://www.china-institute.org)

*Le présent document relève de la propriété intellectuelle du China Institute. Toute représentation ou reproduction totale ou partielle et toute modification totale ou partielle sans le consentement du China Institute sont interdites. Les analyses et les courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information sont autorisées sous réserve de mentionner le China Institute comme source.*

La visite d'État du président chinois Hu Jintao en France en novembre dernier est venue sceller la réconciliation entre les deux pays, clôturant une période de relations tendues de plus de deux ans. Le passage mouvementé de la flamme olympique à Paris lors des jeux de Pékin en 2008, puis la rencontre entre le président Nicolas Sarkozy et le dalaï-lama quelques mois plus tard, avaient provoqué l'ire de Pékin. S'en étaient alors suivies diverses mesures de rétorsion, comme l'exclusion de la France d'un voyage d'État du président chinois en Europe.

Consciente des dommages d'une telle situation, Paris avait ensuite travaillé en 2009 au réchauffement de ses relations avec Pékin, historiquement excellentes, grâce aux visites en Chine de l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin et de l'ancien président Jacques Chirac. La venue de l'ancien chef de l'État, très populaire en Chine, avait été tout particulièrement bien reçue par l'opinion et les dirigeants chinois, qui y avaient vu un signe de respect vis-à-vis des liens « traditionnels » entre les deux pays.

Ces disputes cèdent donc aujourd'hui le pas devant l'impératif de réalité économique et politique. Une France à la croissance atone et aux déficits publics croissants ne peut se permettre de laisser ses liens économiques avec la Chine pâtir de malentendus diplomatiques. Ainsi, alors que 2009 a vu les investissements étrangers en Chine chuter de 2,6%, une première depuis une décennie, les investissements français ont-ils progressé de près de 11%, et les exportations de 3%. Quant à la République populaire, bien qu'en position de force flagrante depuis la crise financière, elle n'a guère à gagner d'un enveniment de ses relations avec une puissance de rang international, certes en déclin relatif, mais qui lui a été historiquement favorable et avec qui ses vues coïncident en de nombreux points (système monétaire, monde

multipolaire...). Par ailleurs, sur le plan économique, il convient de souligner que la France est aujourd'hui le second partenaire de la Chine, derrière l'Allemagne, en termes de transferts de technologies.

Au lieu de concentrer son attention sur son déficit commercial vis-à-vis de la Chine (22 milliards d'euros en 2009), la France se doit d'explorer les opportunités offertes par cette relation économique. Ainsi, la Chine ne représente que 0,3% des investissements français à l'étranger, alors que les secteurs de la finance, de l'agro-alimentaire, et du développement durable, points forts des entreprises françaises, y sont en pleine expansion. En outre, si les grandes multinationales françaises sont particulièrement bien implantées dans l'ancien Empire du milieu, seul un nombre restreint, mais réel, d'entreprises moyennes y jouissent d'un ancrage solide. Le gouvernement français semble avoir pris conscience de cette lacune, en témoigne la présence de PME hexagonales (la foncière franco-chinoise SDFEC, SAS Fournier et fils...) durant les cérémonies de signature des contrats lors de la visite du président Hu.

Mais cette visite semble aussi participer de la tentative récente des dirigeants chinois de nouer des liens plus personnels avec leurs homologues étrangers. Cette tendance aurait commencé avec la réception de la chancelière allemande Angela Merkel, lors de son anniversaire, par le Premier ministre chinois Wen Jiabao en juillet 2010 deux jours durant. Une relation que le président français Nicolas Sarkozy et le président chinois Hu Jintao essaieraient de tisser, ce qui expliquerait le séjour, surprenant pour beaucoup, des deux chefs d'États à Nice. Cependant, à la différence de l'Allemagne, la France partage avec la Chine des liens culturels et d'amitié anciens. Il s'agit là d'un atout inestimable que la présidence française actuelle semble trop souvent oublier, en fondant son dialogue avec la Chine sur des intérêts économiques et politiques tactiques.



[contact@china-institute.org](mailto:contact@china-institute.org)